

**APAJH – APF – CFE-CGC – CFTC - CGT –  
FFAIMC - FNATH – FO - FSU – SOLIDAIRES – UNAPEI**

Communiqué de presse

21 mars 2013

**6 mois d'attente pour renouveler le Comité National du FIPHFP.  
C'est inadmissible !**

Le mandat des membres de cette instance, qui rassemble les employeurs publics, les associations et les organisations syndicales de la Fonction Publique a pris fin le 27 septembre dernier, et l'arrêté de nomination des nouveaux membres n'a toujours pas été publié au journal officiel à ce jour.

Ce long délai, au regard des attributions et compétences du Comité National du FIPHFP est inadmissible, alors même que l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique reste, avec en moyenne un taux légal de 4%, encore un défi à relever.

Le retard pris dans l'activité du Comité National a un impact important sur des dossiers pourtant urgents : suivi du plan d'accessibilité de l'environnement professionnel des 3 fonctions publiques, pilotage des politiques concertées d'emploi et de formation des travailleurs handicapés au niveau national et régional, rénovation de la gestion des conventions employeurs, examen ou renouvellement de ces conventions, révision du catalogue des aides.

Questionné publiquement à plusieurs reprises par nos organisations sur ce long délai, le gouvernement n'a pas jugé utile de s'en expliquer durant toute cette période. Le Premier Ministre lui-même, sollicité en janvier, s'était contenté de faire savoir que « *les contraintes d'un emploi du temps très chargé ne lui permettait pas de (nous) recevoir prochainement* ».

**Pourtant, en septembre dernier, une circulaire interministérielle annonçait que « *le Président de la République a pris l'engagement de faire du handicap une préoccupation générale de l'action du Gouvernement* ».**

**Nos organisations espèrent que les ministères concernés auront désormais à cœur de concrétiser cet engagement. Ils peuvent être assurés de notre vigilance et de notre volonté de contribuer à l'amélioration du dispositif de compensation du handicap, face à un contexte socio-économique qui fragilise encore davantage les personnes concernées.**